

GROUPE MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE ILE-DE-FRANCE



VALÉRIE PÉRESSE
Présidente du groupe Majorité Présidentielle au Conseil régional d'Ile-de-France

Le chiffre :

13 nouveaux postes créés dont 1 chargé de communication et 1 chargé de mission coopération pour la zone Asie-Océan indien.
La crise : le conseil régional ne connaît pas !



773 bilans de compétences en 2012 : la Région a-t-elle pris la mesure de la crise ?

En 2010, la Région aura dégagé 630.000 euros pour financer 910 bilans de compétence.
Fort de ce glorieux bilan – faut-il rappeler que la Région compte 12 millions de Franciliens... –, la Région qui a décidé... de le reconduire, à l'identique !

La très coûteuse transformation de l'ARTESI en Agence régionale du numérique

Transformer l'Agence régionale des technologies de l'information en Agence régionale du numérique, voilà qui ne devrait pas coûter très cher aux Franciliens, surtout quand on sait que l'agence dispose déjà d'un solide budget de près d'1 million d'euros supporté quasi intégralement par la région. Erreur ! Deux mots qui changent et c'est 170.000 euros de plus pour les Franciliens... dont 120.000 euros pour le recrutement de 4 personnes pour la période allant du 1^{er} novembre au 31 décembre 2011. 15.000 euros brut chargés par mois et par personne, décidément, la Région ne connaît pas la crise !

CANTINES DES LYCÉES :

AUGMENTATION IMMÉDIATE DES TARIFS ET RENVOI À PLUS TARD DE LA TARIFICATION SOCIALE

+1,6%, c'est l'augmentation du tarif des cantines décidée par la majorité de gauche. Désormais, le tarif moyen pour un repas s'établira à 3.77 euros, près de 25 % plus cher que le tarif pour un repas universitaire, décidé par l'Etat. En 5 ans, la majorité de gauche aura augmenté le tarif des cantines de plus de 13 % (4 points de plus que l'inflation). Côté internats, non seulement la Région est incapable de construire les places qu'elle a promises (95 sur 2500 ont vu le jour) mais elle augmente brutalement le tarif des pensions : +6.5% depuis 2010, soit le double de l'inflation. C'est pourquoi le groupe Majorité Présiden-

tielle a demandé que la Région s'engage enfin résolument sur la mise en place rapide d'une tarification sociale pour l'ensemble des lycées d'Ile-de-France. 7 ans après la promesse de Jean-Paul Huchon, cette tarification est à l'état d'expérimentation dans seulement 7 lycées (1 sur 70) et aucune extension n'est prévue pour la rentrée prochaine. Dans un contexte social difficile, il est impératif d'aller plus vite. Le groupe MP a donc demandé à la Région d'appliquer la tarification sociale aux 165 lycées situés dans les zones les plus sensibles dès la rentrée 2012 puis de la généraliser à la rentrée 2013 aux 470 lycées franciliens. Côté exécutif de gauche, silence radio.■

Critérisation des aides : la baisse des subventions aux communes franciliennes est en marche

C'est avéré : la critérisation, c'est la baisse organisée des subventions de la région. La preuve ? Une modulation a été mise en place pour les aides aux Agendas 21. Résultat : c'est 20 à 40 % de soutien régional en moins pour les communes : Cergy qui, dans l'ancien dispositif, aurait touché 60 000 euros n'a plus droit qu'à 34650 euros !

CARTONROUGE

■ Ça se confirme : l'apprentissage n'est pas la priorité de la Région

9312 jeunes ont répondu au dispositif de la région en faveur de la mobilité internationale des apprentis. Beau succès qui devrait tous nous réjouir. Oui mais voilà, faute d'avoir prévu un budget suffisant, la Région ne peut donner suite aux demandes. Il aurait fallu 4.5 millions d'euros là où la Région ne met que 2.35 millions d'euros... La solution était pourtant toute trouvée. Comme l'a proposé le groupe MP, il suffisait de prendre sur les crédits de communication. Entre la jeunesse, la formation et l'emploi d'un côté, et la communication de l'autre, le choix semblait évident. Pas pour la majorité de gauche qui a préféré sacrifier les apprentis franciliens.





La neutralité du service public à la mode socialiste

Dans le cadre de sa politique de soutien pour la participation citoyenne et démocratique en IDF, la Région subventionne un projet faisant intervenir... un "inspecteur du travail - PS" [sic] ! Les fonctionnaires auraient donc une étiquette politique ?...

LES ÉCOLOS RÉDUISENT LES AIDES EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT !

A tout seigneur, tout honneur, c'est à l'initiative d'une vice-présidente verte que la région de gauche a décidé de faire plonger ses aides en faveur de l'environnement ! Pour les particuliers qui souhaitent équiper leur logement d'une source d'énergie propre, c'est au minimum 10 % d'aide régionale en moins. Pour les

collectivités qui souhaitent mettre en place un Agenda 21, la chute est plus sévère encore : de 20 à 40 % de soutien régional en moins. D'un côté des crédits divisés par 7, de l'autre une économie de 190.000 euros. A ce rythme là, pas de doute, la conversion écologique est bien en marche. C'est ce qui s'appelle tenir ses engagements ! ■

Région : sur les murs, sur les sites web, dans les journaux, partout, j'écris ton nom...

Pour la Région, la communication, c'est du sérieux. La preuve ? Les conditions drastiques qu'elle impose à ses partenaires dans le cadre des projets qu'elle finance : obligation de faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'opération ; obligation d'apposer un – ou plusieurs ! – panneaux d'information; présence obligatoire, sur tous les supports de promotion, du logo de la Région dont la taille doit être supérieure à celle des autres co-financeurs quand la Région finance plus ! Ce n'est pas tout. Concernant internet, le logo de la Région doit figurer sur la page d'accueil des sites des organismes financés et doit faire l'objet d'un lien avec le propre site de la Région. Et quand le projet subventionné comprend des supports à diffuser, le bénéficiaire doit faire valider le projet de support par la Région avant toute impression ! Ah ! si la Région mettait autant de sérieux à réaliser les travaux dans les lycées ou à développer la tarification sociale dans les cantines...

VOTRE QUOTIDIEN ■ Le groupe MP lutte contre les nuisances sonores

En septembre, la région a adopté un plan de lutte contre les nuisances sonores. S'appuyant sur cet engagement, le groupe MP a proposé que la région subventionne les protections acoustiques à la jonction A4/A86 à Joinville ainsi que sur la RN 118, à Bièvres. La Région a affirmé soutenir ces dossiers mais a refusé tout engagement financier. Dommage.

■ Le Vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines verra le jour grâce au groupe MP

Face à une majorité de gauche toujours aussi divisée sur le recours aux partenariats public-privé, les voix du groupe MP ont été déterminantes pour voter la subvention de la Région permettant, notamment avec celles de l'Etat et du Conseil général des Yvelines, de doter notre Région d'un nouvel équipement sportif de niveau international.

■ Un nouveau commissariat au Raincy-Villemonble grâce au soutien déterminé des élus MP

L'engagement du groupe MP aura fini par payer. Grâce aux voix de ses élus, et en dépit de l'opposition des Verts, les habitants de Seine-Saint-Denis auront d'ici la fin de l'année 2013 un nouveau commissariat co-financé par l'Etat et la Région.

■ Le groupe MP s'engage pour la Faculté des métiers de l'Essonne

Le groupe MP a voté une subvention exceptionnelle de 1.2 million d'euros qui va permettre à la faculté de faire face à ses difficultés financières et de poursuivre ses activités au service des apprentis.

Emplois-tremplin : une 1^{ère} évaluation, enfin !

La ténacité du groupe MP a fini par payer. Après plusieurs refus, la Région a finalement décidé d'accepter d'évaluer le rapport coût-efficacité de ces emplois-jeunes régionaux. Il était temps, alors que la barre symbolique des 10.000 emplois-tremplin vient d'être franchie. Rappelons que les emplois-tremplin, c'est près de 40 millions d'euros par an pour des emplois souvent occupés par des bac+4 ou 5. On est loin de la mission d'insertion des publics en difficulté qui était à l'origine du dispositif. Depuis plusieurs mois, le groupe MP milite pour que ce dispositif soit entièrement revu et axé sur la formation. Plutôt que de financer des emplois sans perspective, le groupe MP propose de prendre en charge une formation en alternance débouchant sur un véritable emploi.

GRUPE MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE ILE-DE-FRANCE

CONTACTEZ-NOUS

› Par courrier :
Conseil régional d'Ile-de-France
 Groupe Majorité Présidentielle
 57, rue de Babylone
 75007 Paris

› Par mail :
contact@ump-iledefrance.fr

